

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR*Liberté
Égalité
Fraternité*

Marché de fournitures

Règlement de consultation
RC ECLPN 2503**Fourniture de film protection vitrage pour
des véhicules de force de sécurité intérieure (2 lots)****Date et heure limites de réception des plis et des échantillons :
Lundi 24 février 2025 à 12h00**

SOMMAIRE

Article 1 : Présentation de l'accord-cadre.....	3
1.1 : Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 : Mode de passation et type d'accord-cadre.....	3
1.3 : Durée et étendue.....	3
Article 2 : Délai de validité des offres.....	4
Article 3 : Conditions de présentation des offres.....	4
Article 4 : Groupement de candidats, co-traitance.....	4
Article 5 : Contenu du dossier de consultation (DCE).....	4
Article 6 : Présentation des candidatures et des offres.....	5
6.1 : Constitution des plis.....	5
6.1.1 : Pièces de la candidature.....	5
6.1.2 : Pièces de l'offre.....	6
Article 7 : Modalité de remise d'une offre.....	7
7.1 : Remise des plis.....	7
7.2 : Remise des échantillons.....	7
7.3 : Remise d'une copie de sauvegarde.....	7
Article 8 : Évaluation des offres – Attribution de l'accord-cadre.....	8
8.1 : Vérification des informations relatives aux offres.....	8
8.2 : Vérification de la conformité des offres.....	8
8.3 : Classement des offres.....	8
Article 9 : Suite donnée à l'analyse des offres.....	9
Article 10 : Obligation du candidat retenu.....	10
Article 11 : Restitution et conservation des échantillons.....	10
Article 12 : Question-modification de détails du dossier de consultation.....	10
Article 13 : Demandes de renseignements.....	11
Annexe 1 : Clause sociale de formation sous statut scolaire : mode d'emploi.....	12

Article 1 : Présentation de l'accord-cadre**1.1 : Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet l'achat de films protection vitrage renforcements niveau I et II (2 Lots) équipés par l'Atelier Central Automobile (ACA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN).

Le code CPV utilisé est : 42415320 - Équipement pour véhicules de secours

1.2 : Mode de passation et type d'accord-cadre

L'accord-cadre est soumis au code de la commande publique et au cahier des clauses administratives générales des marchés publics industriels (CCAG MI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Il est passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 al.1, R. 2131-12 al. 2 du code pré-cité.

L'accord-cadre est constitué de 2 lots :

- Lot 1 Films de protection niveau I
- Lot 2 Films de protection niveau II

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande conformément aux articles L.2125-1 al. 1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R.2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

1.3 : Durée et étendue

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 24 mois à compter de la date de notification.

Chaque lot est passé sans montant minimum et avec un montant maximum indiqué ci-dessous :

Intitulé	Montant indicatif en € HT pour 2 ans	Montants maximums en € HT pour 2 ans
Lot 1 Films de protection niveau I	50 000,00	100 000,00
Lot 2 Films de protection niveau II	900 000,00	1 800 000,00

Article 2 : Délai de validité des offres

Le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leur offre, pour les deux lots, est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

À l'échéance de ce délai, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation notifiée par écrit, les soumissionnaires seront engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

Article 3 : Conditions de présentation des offres

Les offres multiples présentées par un même candidat sont interdites, conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique « *si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres* ».

Toute offre doit répondre aux exigences fixées par le CCAP et le CCTP du présent accord-cadre.

Pour le lot 1 « Films de protection niveau I » des prestations supplémentaires éventuelles non obligatoires peuvent être proposées par le candidat (postes 2 et ou 3 du BPU).

Article 4 : Groupement de candidats, co-traitance

Les candidats peuvent se présenter soit individuellement soit sous la forme d'un groupement d'entreprise. Ils ne sont pas autorisés à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Le groupement doit fournir une habilitation du mandataire par ses co-traitants et le mandataire doit justifier des habilitations nécessaires permettant de représenter ces entreprises dès l'attribution de l'accord-cadre. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature de l'accord-cadre, sauf cas particuliers prévus par l'article R.2142-26 du code de la commande publique.

Article 5 : Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE est exclusivement disponible sur la plateforme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat, dite PLACE, à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il peut être téléchargé gratuitement, soit anonymement soit après inscription. La communication des coordonnées du candidat est fortement recommandée : seuls les candidats qui se sont ainsi inscrits ont communication des informations complémentaires apportées pendant la phase de publicité.

Le dossier de consultation des entreprises comprend les documents suivants :

- La lettre de candidature – imprimé DC1 ;
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement – imprimé DC2 ;
- La « fiche entreprise » d'action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation ou en risque de décrochage scolaire ;
- L'attestation relative à la Russie ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'acte d'engagement ;
- Les bordereaux des prix unitaires ;
- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'avis de publicité du marché.

Article 6 : Présentation des candidatures et des offres

6.1 : Constitution des plis

6.1.1 : Pièces de la candidature

Les pièces de la candidature sont les suivantes :

- **la lettre de candidature - imprimé DC1** propre à la consultation ou équivalente, renseignée d'une personne nommément désignée qui a pouvoir d'engager la société ou la personne qu'elle représente ; cet imprimé intègre une déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier que ce dernier n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- **la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement- imprimé DC2** propre à la consultation ou équivalente, renseignée d'une personne nommément désignée qui a pouvoir d'engager la société ou la personne qu'elle représente ;
- **au titre des capacités économiques et financières : la déclaration concernant le chiffre d'affaires global hors taxes des trois derniers exercices disponibles avec la part du chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre** ; les sociétés de création récente sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Ces éléments peuvent être complétés dans les champs idoines du DC2.
- **au titre des capacités techniques et professionnelles : la liste des principales références de contrats en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, exécutés sur les trois dernières années, indiquant les montants, dates et destinataires** ; à défaut de références, tout moyen de preuves que le candidat juge pertinent au regard de l'objet de l'accord-cadre. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration de l'opérateur économique. Ces éléments peuvent être complétés dans les champs idoines du DC2.

Nota : conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir

adjudicateur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, gratuit et administré par un organisme officiel ou par le biais d'un espace de stockage numérique gratuit, à condition que figurent dans son dossier toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

Les candidats peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature.

6.1.2 : Pièces de l'offre

Pour les deux lots les pièces suivantes sont à fournir :

- **l'acte d'engagement** complété renseigné en totalité ;
- **le bordereau des prix unitaires – BPU** complété en totalité et signé de la personne habilitée à engager la société. [La trame du BPU ne doit pas être modifiée](#) ;
- **les fiches techniques décrivant les produits** :
 - le rapport d'essai et certificat de conformité attestant de la résistance au feu du produit ;
 - le rapport d'essai et certificat de conformité attestant de la résistance aux produits chimiques du produit.
- **L'attestation relative à la Russie** dûment complétée et signée. L'attestation jointe en annexe 2 du règlement de consultation peut être prise comme exemple ;
- **Pour le lot 2 « Film de protection niveau II » la « fiche entreprise » d'action de formation sous statut scolaire** au bénéfice de jeunes en situation ou en risque de décrochage scolaire ;
- **les échantillons suivants** :

Pour le lot 1 Films de protection niveau I

Intitulé	Quantité
Rouleau de film de protection niveau I (poste 1 du BPU)	4 m
<i>Le cas échéant, si le candidat propose un produit complémentaire (poste 2 et ou 3 du BPU)</i>	4 m

Pour le lot 2 Films de protection niveau II

Intitulé	Quantité
Kit complet de films pour véhicule Peugeot 5008	1
Kit complet de films pour véhicule C5 Aircross	1

Article 7 : Modalité de remise d'une offre

7.1 : Remise des plis

Toutes les pièces de candidature et d'offre, sont remises exclusivement sous forme de pli électronique déposé sur PLACE, à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les documents sont à présenter aux formats suivants : .pdf, .doc, .xls, .odt, .ods, .jpg ; l'utilisation de codes actifs (formats exécutables, macros, activeX, Applets, scripts, ...) n'est pas autorisée.

Dans la mesure du possible, le BPU doit être également fourni au format .xls ou .ods.

Pour l'utilisation de PLACE, les candidats doivent se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation du site. En outre, ils sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et à répondre à une consultation test afin de s'assurer du bon fonctionnement de leur environnement informatique. La rubrique « aide » du site propose à cette fin plusieurs documents et informations.

7.2 : Remise des échantillons

Les échantillons remis doivent strictement correspondre aux produits décrits dans l'offre technique du titulaire. **Les échantillons sont conformes et prêts à l'utilisation compte tenu des préconisations du CCTP.**

La livraison des échantillons incombe au candidat. Le conditionnement des échantillons doit permettre de préserver leur confidentialité, c'est-à-dire cacheté ou par tout moyen équivalent avec les mentions suivantes :

- l'identification de l'entreprise soumissionnaire ;
- les mentions « **Echantillons – NE PAS OUVRIR – ECLPN Appel d'offres Lot XXX** » ;
l'adresse complète de l'ECLPN : Établissement Central Logistique de la Police Nationale – **Bureau des Marchés Publics** – 1 rue Faraday – BP81600 – 87 022 LIMOGES Cedex 09.

Ils devront être déposés par voie postale sous pli recommandé ou par porteur contre récépissé du lundi au vendredi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h45 par tout moyen afin de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception. Au poste de garde, demander que soit appelé le BMP au 05 55 10 50 50 ou 50 21.

Les échantillons sont remis à titre gratuit, tous les frais (transport, douane, homologation etc) sont à la charge du candidat. Les candidats ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

7.3 : Remise d'une copie de sauvegarde

Les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde en plus de leur pli dématérialisé sur support papier ou sur support physique électronique : clé USB ou CD-Rom. Il s'agit d'une copie à l'identique du pli électronique.

Elle est envoyée sous enveloppe cachetée portant les mentions « Copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR – ECLPN Appel d'offres 2503 – Lot XXX » ; l'adresse complète de l'ECLPN : Établissement Central Logistique de la Police Nationale – Bureau des marchés publics – 1 rue

Faraday – BP 81600 – 87 022 LIMOGES Cedex 09 » avant la date limite en page de garde du présent document.

Article 8 : Évaluation des offres – Attribution de l'accord-cadre

8.1 : Vérification des informations relatives aux offres

Les offres seront analysées avant les candidatures conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique.

Si l'acheteur constate que des pièces ou informations dont la production était réclamée au titre de l'offre sont absentes ou incomplètes, dans le respect de l'article R.2152-2 du code de la commande publique, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Le cas échéant, la régularisation des pièces de l'offre est effectuée dans un délai approprié qui est identique à chaque candidat, ce délai est plafonné à dix jours.

8.2 : Vérification de la conformité des offres

Il est procédé à l'analyse de la conformité de l'offre selon les documents remis par le soumissionnaire et les échantillons.

L'offre du candidat doit être conforme aux dispositions des documents de la consultation. Seules les offres jugées conformes sont analysées et évaluées.

8.3 : Classement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres régulières sont pondérés de la manière suivante pour les deux lots :

Critères	Pondérations en %
Prix	70
Délai de livraison	20
Politique environnementale et sociale	10

La note du critère prix est notée sur **70 points** selon la formule :
$$\text{coefficient de pondération} \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre évaluée})$$

Le prix retenu est le prix total en € HT du « panier fictif » de commande communiqué ci-dessous en fonction des tarifs mentionnés par le candidat dans son BPU.

Lot 1 Films de protection niveau I

Poste BPU	Intitulé	Quantité
Poste 1	Rouleau de film de protection niveau I	100 m
Poste 4	Kit d'accessoires nécessaire à la pose (joint de scellement, raclette...)	10
Poste 5	Colle (prix au litre)	10

Lot 2 Films de protection niveau II

Poste BPU	Intitulé	Quantité
Poste 1	Kit complet de films pour véhicule Peugeot 5008, C5 Aircross	650
Poste 2	Kit complet de films pour véhicule de segment type Peugeot 308 ou équivalent	20
Poste 3	Kit complet de films pour véhicule de segment type Peugeot 308 break ou équivalent	20
Poste 4	Session de formation à la pose de films de protection	1 session

Le critère **délai de livraison** est évalué sur **20 points** selon les délais mentionnés au bordereau des prix pour les références des paniers fictifs de commande ci-dessus. Le candidat proposant les délais les plus courts obtient la meilleure note.

Il est précisé que des délais jugés anormalement bas peuvent faire l'objet d'une demande de complément et le cas échéant l'offre peut être notée zéro pour ce critère.

Le critère **politique environnementale et sociale** est évalué sur **10 points** de la manière suivante :

- **Politique environnementale 5 points** (ISO 14001, ou tout autre certification équivalente, description de la collecte et revalorisation des déchets créent dans le cadre de la production du marché, la traçabilité des ressources utilisées, ...). Seuls les éléments en lien avec le marché seront retenus pour évaluer ce critère.
- **Politique sociale 5 points** (ISO 26000 ; label Responsabilité sociétale des entreprises inclusives ; Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (AFNOR) ; Label diversité ; quelle politique d'insertion des personnes éloignées de l'emploi ? ...) Seuls les éléments en lien avec le marché seront retenus pour évaluer ce critère.

Pour les deux lots, les notes des critères sont additionnées sur 100 points, les offres sont ensuite classées par ordre décroissant.

Article 9 : Suite donnée à l'analyse des offres

Les pièces de la candidature du soumissionnaire 1^{er} classé sont analysées. Si des pièces sont manquantes ou incomplètes le candidat a la possibilité de les régulariser conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, tout comme l'ensemble des candidats. Le soumissionnaire dispose alors d'un délai maximum de 10 jours pour régulariser sa candidature.

Selon les éléments manquants ou incomplets l'acheteur peut adresser la demande de régularisation dans le même temps que la demande des pièces attendues du futur attributaire (cf article 10 ci-après).

A défaut de remise des documents attendus dans le délai imparti, l'offre sera rejetée et le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après, sera sollicité.

Article 10 : Obligation du candidat retenu

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra, s'il ne les a pas produit avec son offre, fournir, dans un délai de 10 jours suivant la demande qui lui en sera faite :

- l'acte d'engagement complété et signé par la personne habilitée à engager le candidat ;
- le pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat (délégation de pouvoir, de signature, extrait K Bis etc) ;
- le relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- les attestations et certificats des administrations sociales et fiscales justifiant qu'il a satisfait à ses obligations ;
- le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

Conformément à l'article D. 113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat retenu n'est pas tenu de produire les pièces listées ci-dessus, si elles peuvent être obtenues directement auprès d'une autre administration.

À l'instar des pièces relatives aux capacités des candidats, et conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, le candidat retenu n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir par les moyens cités à l'article 6.1. du présent règlement de consultation.

Article 11 : Restitution et conservation des échantillons

Les candidats non retenus disposent d'un délai de 12 mois à compter de la notification du rejet de leur candidature ou de leur offre, pour demander la restitution de leur échantillon. Passé ce délai, l'échantillon est réputé appartenir à la personne publique.

L'acheminement retour des échantillons est à la charge des candidats.

L'échantillon de l'attributaire reste propriété de la personne publique.

Article 12 : Question-modification de détails du dossier de consultation

Les questions et demandes de renseignements relatives au cahier des charges doivent être déposées sur la plate-forme des achats de l'Etat à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv>.

fr au plus tard sept jours avant la date limite de remise des offres. Si une question est posée passé ce délai aucune réponse ne pourra lui être apportée.

L'acheteur répond dans les mêmes délais et peut apporter, au plus tard sept jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

Article 13 : Demandes de renseignements

Pour tout renseignement ne pouvant faire l'objet d'une question via la plate-forme des achats de l'Etat, les candidats s'adressent exclusivement au Bureau des marchés publics de l'ECLPN :

tél : 05 55 10 50 50 - courriel : eclpn-marches@interieur.gouv.fr

Annexe 1 : Clause sociale de formation sous statut scolaire : mode d'emploi

L'objectif de la présente clause sociale est de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion par la réalisation d'une action participant à la formation de publics rencontrant des difficultés scolaires, et donc sociales ou professionnelles particulières : il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010.

Pour réaliser cette action obligatoire, le ministère de l'Intérieur demande aux candidats de proposer un projet en faveur de jeunes en situation de décrochage scolaire.

En effet, le décrochage scolaire constitue un phénomène grave, tant pour les personnes concernées que pour l'ensemble de la société. Il s'agit d'un enjeu majeur pour la cohésion sociale et l'équité du système éducatif, qui requiert la mobilisation de toute la communauté éducative, en lien avec les représentants du monde professionnel. De plus, le décrochage scolaire constitue un obstacle majeur à la réalisation de la « stratégie Europe 2020 », stratégie commune aux institutions de l'Union européenne, aux États membres et aux partenaires sociaux.

La clause sociale constitue un levier de remobilisation et d'ouverture au monde professionnel pour les élèves.

L'objet de ce dispositif est de permettre au jeune de bénéficier d'une expérience professionnelle au cours de laquelle savoir-faire (missions et tâches demandées, autonomie, travail en équipe, etc.) et savoir-être (ponctualité, tenue vestimentaire, comportement à adopter dans le milieu professionnel) lui seront enseignés avec pédagogie et bienveillance.

Contexte :

Le ministère de l'Intérieur propose aux soumissionnaires de participer à une action de remobilisation et de formation, destinée à permettre la reprise de scolarité et/ou l'accès à l'emploi de jeunes en situation de décrochage scolaire.

Cette action est accompagnée par la « Mission de lutte contre le décrochage scolaire » (MLDS) du ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, qui participe à l'animation et au pilotage des plates-formes de suivi et d'appui aux jeunes décrocheurs. Ces plates-formes ont été mises en place sur l'ensemble du territoire national, en application de la circulaire interministérielle du 9 février 2011 (n°2011-028).

Le bénéficiaire de la clause sociale est un jeune en situation ou en risque de décrochage scolaire, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une personne ayant quitté le système éducatif ou en voie de le quitter. Est notamment considéré en situation de décrochage scolaire tout jeune qui abandonne un système de formation initiale sans avoir le niveau de qualification minimum requis fixé par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010. Il s'agit soit du baccalauréat général, soit d'un diplôme à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications.

Grâce à ce dispositif de clause sociale, le jeune bénéficiaire peut réaliser un parcours d'entreprise en vue d'une remobilisation. Agé de 16 à 25 ans, il a été repéré par la plate-forme de suivi et d'appui aux jeunes décrocheurs et bénéficie à nouveau d'un statut scolaire.

La clause sociale prévue au présent marché s'inscrit donc dans le cadre du parcours d'un jeune en situation de décrochage scolaire. Pendant son parcours, le jeune acquiert une expérience significative en entreprise, lui permettant de construire un projet professionnel.

D'une durée maximale de 6 mois (= 900 heures), chaque parcours peut se décomposer comme suit :

1. une phase de découverte du monde de l'entreprise (1 mois = 150 heures),
2. une phase de définition d'un projet professionnel (2 mois = 300 heures),
3. une phase de confirmation de ce projet (3 mois = 450 heures).

La clause sociale prévue au présent marché permet de réaliser la totalité ou une partie d'un parcours en entreprise d'un jeune en situation ou en risque de décrochage scolaire.

L'entrée du jeune bénéficiaire de la clause sociale en entreprise nécessite la conclusion d'une convention de stage tripartite entre le titulaire du marché, le jeune (ou son représentant légal) et son établissement scolaire de rattachement. Le suivi du jeune sera assuré par un coordonnateur de la MLDS ou par un acteur de l'Education nationale (référént Education Nationale à savoir enseignants, CPE, référént décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais).

Tout parcours fait l'objet d'une gratification mensuelle, versée au bénéficiaire.

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et de la MLDS. Toutefois la durée totale du parcours ne peut excéder 6 mois.

Action attendue par l'acheteur :

Le ministère de l'Intérieur attend du titulaire qu'il réalise une (ou plusieurs) phases d'un parcours d'un jeune en situation de décrochage scolaire.

Pour ce faire, les candidats remplissent préalablement – et obligatoirement – la « Fiche entreprise (cadre de réponse) » (cf. dossier de consultation des entreprises). Après notification du marché, cette fiche sera adaptée aux capacités du jeune proposé par la MLDS.

En tout état de cause, quel que soit le projet présenté par les candidats dans la « fiche entreprise », ce projet peut être adapté au moment de sa mise en œuvre opérationnelle, afin de répondre du mieux possible au profil du jeune présenté par la MLDS.

Il est donc demandé au titulaire de faire preuve de bienveillance et de souplesse, pour que le parcours proposé par l'entreprise soit le mieux adapté possible.

En ce sens, une réunion de présentation du jeune à l'entreprise est organisée en amont, préalablement à son intégration au sein de l'entreprise, permettant également la prise en considération des attentes de chacun.

L'application de la présente clause sociale implique que le titulaire du marché reçoive le jeune dans ses locaux, en immersion complète.

Le jeune est accompagné :

- sur l'ensemble de son parcours, par la MLDS, qui désigne un tuteur pédagogique ;

- et par un référent au sein de l'entreprise partenaire (référent désigné par le titulaire du marché).

À la fin de chaque phase, une validation des objectifs est réalisée par le tuteur pédagogique avec le jeune bénéficiaire de la clause. Le tuteur pédagogique est en relation directe avec le référent « entreprise ». A la fin du parcours, les validations des objectifs se font par écrit, sous la forme d'un bilan croisé, réalisé par le tuteur pédagogique et le référent « entreprise ».

Valorisation de l'action du titulaire :

Les résultats obtenus et les parcours réussis peuvent faire l'objet d'une valorisation par le ministère chargé de l'Éducation nationale.

Un engagement ferme de réaliser les heures prévues dans le cadre du marché est exigé des candidats, se traduisant par la présentation d'éléments concrets, précis et détaillés (en remplissant la « Fiche entreprise »).

Quelques précisions concernant le projet du ministère de l'Éducation nationale :

L'acheteur assure le lien entre la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) et le titulaire du marché en déclarant l'offre de parcours de l'entreprise titulaire dans un formulaire dédié.

Le jeune bénéficiaire de la clause est identifié par la MLDS, qui vérifient sa motivation et son souhait de réaliser un parcours en entreprise. La MLDS, via l'acheteur, propose au titulaire un profil, avec transmission d'une lettre de motivation et d'un Curriculum Vitae.

Le titulaire du marché peut refuser le profil proposé, à condition de motiver sa décision. Un autre profil lui est alors proposé par la MLDS.

Les tâches proposées au jeune bénéficiaire de la clause peuvent être d'ordre administratif ou technique. Néanmoins, le titulaire prévoit a minima une présentation du secteur d'activité en lien avec l'objet du marché. Si le titulaire ne parvient pas à proposer dans son offre une tâche en lien avec l'objet du marché, cet aspect est nécessairement abordé lors de la réunion de lancement du marché ou lors de la réunion de présentation du jeune à l'entreprise.

Le référent « Entreprise » n'est pas nécessairement responsable des ressources humaines (RRH). Néanmoins, les candidats doivent préciser dans leur offre le nom du RRH, ainsi que le nom du référent « entreprise » s'il est différent.

La gratification mensuelle, versée au bénéficiaire peut être calculé à partir de la page suivante : <https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>.

A l'issue du parcours du jeune, le titulaire est invité à explorer toutes les solutions d'avenir pérennes pour le jeune, en fonction de son projet professionnel – désormais établi – et de ses souhaits.

La MLDS informe le titulaire de la réussite du parcours et de la solution retenue par l'Éducation nationale en faveur du jeune

